
Décision n° CODEP-OLS-2016-038601 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 septembre 2016 autorisant la société Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 de l’installation nucléaire de base n° 85 située sur la commune de Dampierre-en-Burly (Loiret)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par Electricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly dans le département du Loiret ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande transmise par courrier D453316032298 indice 2 du 26 septembre 2016 relative à la demande de modification temporaire des RGE du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly pour rendre indisponible l’alimentation électrique de secours du coffret 4 LNE 360 CR lors du remplacement des disjoncteurs 3 LNE 370 JA et 3 LNE 363 JA pendant l’arrêt pour simple rechargement du réacteur n° 3 de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly ;

Considérant que, par courrier du 26 septembre 2016 susvisé, la société Electricité de France a déposé une demande de modification temporaire des RGE ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d’exploitation de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide

Article 1^{er}

EDF-SA, ci-après dénommée « l’exploitant », est autorisée à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 de l’installation nucléaire de base n° 85 dans les conditions prévues par sa demande du 26 septembre 2016 susvisée.

Article 2

La modification autorisée par la présente décision cesse de produire effet à l’issue de l’arrêt du réacteur n° 3.

Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 30 septembre 2016

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
Le directeur général adjoint,

Signé par Julien COLLET